

Visites rouvertes en Ehpad: des syndicats et la Fnapaef déplorent une annonce mal calibrée

Article 21/04/2020

L'annonce d'Olivier Véran de rouvrir les Ehpad aux visites, bien que sous conditions, dans un délai très court, a déclenché de nombreuses attentes des familles des résidents, qui pèsent sur des équipes déjà sous tension, regrettent les syndicats CH-FO et Syncass ainsi que la Fnapaef, fédération qui représente les usagers.

Rouvrir les Ehpad aux visites, dès le 20 avril, mais pas complètement ni n'importe comment, [c'était le message d'Olivier Véran le 19 avril](#), en réponse à [une demande forte de plusieurs fédérations d'établissements](#).

Or, de nombreuses familles n'ont entendu que la première partie de l'annonce, sans trop s'attarder, donc, sur la précision de taille faite par le ministre des solidarités et de la santé: à savoir que ces visites se feraient "sous conditions" et dans le cadre d'un protocole défini.

Résultat, les proches des résidents prenaient d'assaut dès "le matin" du 20 avril les établissements pour caler une visite, a signalé le syndicat des Cadres hospitaliers Force ouvrière (CH-FO) dans un message adressé le jour même en fin de journée à la directrice générale de la cohésion sociale (DGCS) et à la direction générale de l'organisation des soins (DGOS), et dont Gerontonews a eu copie.

Or, quand elle peut se faire, la réouverture nécessite plusieurs mesures barrières et sécuritaires drastiques, listées [dans un rapport de Jérôme Guedj](#), sur lequel le ministère s'est appuyé pour transmettre un protocole officiel transmis un peu plus tard dans la soirée.

Le protocole souligne bien que "ce n'est qu'une fois les conditions locales de visite précisées par les directrices et directeurs d'établissement de façon à garantir un retour des proches dans de bonnes conditions de sécurité, en fonction de la situation sanitaire et des contraintes physiques et organisationnelles de leur établissement, que les familles pourront bénéficier des premières visites".

Seulement voilà, il est arrivé une journée après l'annonce d'Olivier Véran, et le syndicat n'a pas attendu le document pour déplorer, déjà, "les modalités" de cette annonce, soulignant le "désarroi" que cette annonce a suscité du côté des équipes de direction.

"Il n'est pas de notre ressort de juger de la pertinence de ce choix sur le fond, beaucoup d'équipes professionnelles souhaitant effectivement une évolution des conditions du confinement, même si le rythme et les modalités peuvent faire débat", réagit le CH-FO sous la plume de son secrétaire général, Didier Hoeltgen.

Vis-à-vis des familles, "les responsables d'établissements se retrouvent contraints de contredire les propos tenus [le 19 avril] par le premier ministre et par le ministre de la santé et des solidarités, notamment parce qu'il est matériellement impossible de mettre en oeuvre entre dimanche soir et lundi matin l'ensemble des protocoles spécifiques pour chaque structure et chaque résident", affirme-t-il.

Surprise et colère des directeurs

Dans un commentaire entourant ce message, il précise que "les collègues font part de leur surprise et ou de leur colère" à la suite de la communication gouvernementale et indique qu'"on sous-estime le désarroi des équipes face à cette annonce". "Comment concevoir qu'il faut d'une part un mois pour préparer le déconfinement dans tous les compartiments de la société, et qu'on pourrait d'autre part le mettre en oeuvre en 24 heures dans nos établissements?", s'interroge-t-il.

Dans le message à la DGCS et DGOS, le secrétaire général du CH-FO assure que "les directrices et les directeurs n'ont JAMAIS fui leurs responsabilités". "Mais ils ont besoin du soutien des pouvoirs publics", insiste-t-il. "La formulation 'les visites se feront sous la responsabilité des directeurs' ne doit pas laisser croire qu'elles se feront selon le bon vouloir de ces mêmes directeurs."

La reprise des visites "intervient à un moment difficile où la disponibilité des ressources humaines et des EPI [équipements de protection individuelle] n'est pas totalement garantie, et encore moins celle des équipements supplémentaires nécessaires aux visites", souligne Didier Hoeltgen.

Il demande que toutes les "réserves nécessaires liées à la santé des résidents, et aux possibilités actuelles des structures" soient évoquées dans le protocole et qu'une "progressivité" de la mise en oeuvre de la mesure soit permise "pour que la charge des équipes soit soutenable", ce qui est donc le cas dans le document ministériel.

Le syndicat demande aussi un "soutien explicite" aux directions des établissements concernés.

"Un dosage des responsabilités" qui aurait "mérité une phase d'accompagnement"

Sollicitée par [APMnews](#) (site du groupe d'information APM International, dont fait partie Gerontonews) ce 21 avril, Anne Meunier, secrétaire générale du Syncass-CFDT, regrette pour sa part un nouvel exemple d'écart entre les "annonces politiques et la possibilité de faire sur le terrain".

Préciser le 19 avril que l'application de cette décision, applicable le lendemain, se fera "sous la responsabilité des directions", peut être entendu comme "les directeurs vont se débrouiller pour l'appliquer demain", a-t-elle commenté.

"Il faut doser la responsabilité que nous avons en tant que directeur, entre mettre en place des mesures de confinement assez strictes pour endiguer cette vague épidémique dans les Ehpad, et la responsabilité morale de ne pas priver les résidents d'un contact aussi essentiel que celui de leurs proches", a-t-elle poursuivi. "Les deux doivent pouvoir être conciliables, mais cela ne peut pas se faire en un claquement de doigts."

Après les questions liées au matériel de protection et au dépistage, les directeurs se sentent une nouvelle fois "poussés dans leur responsabilité", qui plus est face à la forte demande des familles "d'obtenir le rapprochement tant attendu", estime-t-elle.

Ce "dosage des responsabilités aurait peut-être mérité une phase d'accompagnement, pendant une semaine, pour que les choses puissent se faire dans les meilleures conditions possibles", considère Anne-Meunier. Si l'annonce gouvernementale "part d'une consultation sage, il s'agit aussi de prendre les précautions d'organisation qui vont avec".

Il faut "rassurer les directeurs qui vont prendre ces décisions, et faire en sorte qu'ils ne subissent pas une pression née d'une injonction politique", résume Anne Meunier.

"Un stress supplémentaire pour des équipes sous tension"

Dans une "lettre ouverte" à Olivier Véran et au premier ministre, Edouard Philippe, transmise à Gerontonews ce 21 avril, la Fédération nationale des associations et amis des personnes âgées et de leurs familles (Fnapaef), [qui s'était très tôt inquiétée du risque d'isolement des personnes âgées en Ehpad](#), "salue" pour sa part la réouverture des établissements mais dit "regretter qu'une mesure touchant les familles et les résidents ait pu être prise sans même le regard, l'appréciation et les attentes des principaux concernés".

La fédération se dit "[étonnée] devant le caractère immédiat" de la mesure "alors que les directives de l'ARS [agence régionale de santé] ne sont pas encore parvenues" aux établissements.

"Cet état d'urgence crée un stress supplémentaire pour les équipes déjà sous tension, par un afflux d'appels et de demandes de visites comme nous avons déjà pu le constater auprès de nos relais."

Elle observe que "des moyens en personnel sont indispensables pour mettre en place ce dispositif tout particulièrement pour les résidents souffrant de troubles cognitifs" et sollicite "une dotation complémentaire des financeurs".

Elle relève aussi qu' "un délai de quelques jours dans la mise en oeuvre de cette disposition [...] aurait permis de s'organiser" pour "prévoir une concertation avec les représentants des familles et des résidents, lors d'une réunion extraordinaire du conseil de la vie sociale [CVS], en visioconférence si besoin".

La Fnapaef s'alarme aussi du "risque d'inégalité de ces mesures sur le territoire, laissant une trop large interprétation aux ARS. De même, une latitude trop forte laissée aux directions d'Ehpad pourrait accroître des situations de refus injustifiées, facteur de tensions avec les familles".

Evoquant aussi "les bénévoles", la fédération réclame "un élargissement maîtrisé des visites aux résidents, coordonné au niveau national et négocié avec les familles, dont le CVS est l'organe de concertation réglementaire".

Signalons que le protocole publié par le ministère indique notamment que "dans la mesure du possible, il est aussi recommandé de consulter les conseils de la vie sociale des établissements".

Des fédérations d'Ehpad appellent à communiquer envers les familles

Enfin, dans un communiqué diffusé ce 21 avril, la Fédération nationale des directeurs d'établissements et services pour personnes âgées (Fnadepa), tout en "[saluant]" l'annonce ministérielle de réouverture des Ehpad, dit elle aussi "regrette[r]" toutefois la soudaineté de la mise en oeuvre annoncée qui a pu mettre des directeurs dans des situations délicates vis-à-vis de quelques familles".

Didier Sapy, directeur général de la la Fédération nationale avenir et qualité de vie des personnes âgées (Fnaqpa), avait signalé à Gerontonews le 20 avril les nombreux appels des familles et la nécessité pour les Ehpad de communiquer largement auprès d'elles sur les modalités de la réouverture.

Florence Arnaiz-Maumé, déléguée générale du Syndicat national des établissements et résidences privés pour personnes âgées (Synerpa), n'a pas dit autre chose lors d'un point presse ce 21 avril, assurant que ["tous les Ehpad" ne pourraient pas réouvrir tout de suite](#), et indiquant que le syndicat encouragerait ses adhérents à envoyer des messages clairs aux familles.

san-cbe-mlb/nc/ab

La Rédaction